

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89 rue Weber
CS 52002
30900 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 03/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

Quartier Usine
30340 SALINDRES

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2022 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT dans GUN : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

La plate-forme de Salindres connaît une activité industrielle depuis la fin du XIXème siècle. Dans l'histoire de l'exploitation de cette plateforme les résidus de production (résidus de bauxite ou boues rouges, et sulfate de calcium majoritairement) ont historiquement été stockés dans plusieurs bassins de décantation situés à l'ouest de la plateforme chimique. Ces entreposages historiques ont généré une contamination des eaux souterraines de la nappe perchée dans les résidus qui impacte les eaux de surface en aval hydraulique. Dans ce contexte, l'inspection des installations classées a prescrit par arrêté préfectoral la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation visant la suppression des impacts environnementaux sur les eaux de surface et souterraines.

L'objectif final de la réhabilitation consiste à arrêter l'infiltration des eaux pluviales au sein du massif de résidus et d'empêcher le contact direct des futurs usagers avec les résidus stockés et l'envol de poussières. Ainsi le tarissement progressif de la « nappe perchée » s'écoulant vers la rivière Arias devrait permettre de supprimer à terme les impacts sur les eaux de surface Arias et Avène, ces derniers provenant en partie du lessivage de la zone historique de dépôt de résidus et au final de

rendre conforme à la Directive Cadre sur l'Eau de l'Union Européenne avant 2027 la qualité des eaux de l'Avène.

La remise en état de la zone des dépôts se fait en deux parties, par la société Pechiney Bâtiment (projet Montana qui concerne la zone principale de dépôt des résidus (B2, bassins adjacents et DIB) d'environ 30 ha) et par la société Rhodia Opérations (projet Arizona qui concerne les autres dépôts, zone dite PPFO, de près de 5 ha, situés dans la continuité de la précédente, coté nord). Le projet, dit Arizona, s'inscrit dans la continuité du projet Montana, et partage les mêmes objectifs. C'est bien la réalisation de ces deux projets complémentaires qui doit permettre d'atteindre les objectifs de réduction des impacts de ces dépôts historiques de déchets sur le milieu naturel.

Le opérations de réhabilitation liées au projet Arizona sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 16 août 2021. La présente inspection vise à vérifier certaines prescriptions de cet arrêté avant le démarrage des travaux de réhabilitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Travaux préparatoires au lancement des opérations de réhabilitation dans le cadre du chantier Arizona : mesures de prévention des émissions dans l'air, dans l'eau et de surveillance environnementale des impacts liés au chantier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accès	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 2.3	/	Sans objet
Suivi du chantier	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 2.7	/	Sans objet
Travaux de réhabilitation	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 3	/	Sans objet
Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.2.I	/	Sans objet
Prévention et surveillance des émissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.3	/	Sans objet
Limitation des émissions	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4.I	/	Sans objet
Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4.IV	/	Sans objet
Traitement des eaux issues des opérations de prétraitement ...	Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.5.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection, avant le démarrage des travaux de réhabilitation prévus dans le cadre du projet Arizona a permis de vérifier que les travaux préparatoires nécessaires à la prévention des nuisances associées à ces opérations (émissions de polluants atmosphériques, odeurs principalement) ont bien été réalisés par l'exploitant. Les mesures techniques imposées par l'arrêté préfectoral et mises en oeuvre doivent permettre de limiter les émissions diffuses, notamment de composés organiques volatils. En particulier, le traitement des terres polluées est réalisé au sein d'une tente de confinement fonctionnant en dépression et dont l'air est capté pour être traité avant rejet à l'atmosphère.

L'arrêté préfectoral impose également une surveillance de la qualité des rejets (air et eau) liés aux opérations du chantier, ainsi qu'une surveillance environnementale, notamment de la qualité de l'air. La visite a permis de vérifier que ces dispositifs de surveillance environnementale sont mis en place.

Un suivi du respect des valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral et des résultats de la surveillance environnementale sera effectué après le démarrage du chantier.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Sûreté
Prescription contrôlée : Le site doit être clôturé efficacement. Les terrains non dépollués doivent être interdits d'accès à toute personne non habilitée durant la durée des travaux de réhabilitation, hormis pour le personnel chargé de la surveillance et de l'exécution des travaux. Cette interdiction doit être affichée de manière visible. Afin d'appliquer ces restrictions, les accès du chantier et toutes les issues doivent être fermées à clef en dehors des heures d'activité.
Constats : L'ensemble du chantier est clôturé, isolé du projet Montana, et du reste de la plateforme chimique. Les interfaces avec la plateforme chimique pour l'accès à la base vie font l'objet d'un plan de prévention. En dehors des heures de fonctionnement du chantier, les accès sont fermés par cadenas. Les visiteurs et intervenants non permanents font l'objet d'un accueil sécurité spécifique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Suivi du chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution
Prescription contrôlée : Un registre des travaux de réhabilitation doit être tenu à jour quotidiennement dès le début des travaux. Dans ce registre seront consignés les travaux et contrôles réalisés ainsi que toutes les informations relatives à la sécurité ou aux événements pouvant porter atteinte à la protection de l'environnement. La nature et les quantités de matériaux entrants ou déchets éliminés hors du site y seront mentionnés, avec indication de l'installation d'élimination. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.
Constats : Dès lors que le chantier de réhabilitation débutera, l'exploitant a bien prévu la tenue d'un registre de suivi. Le registre qui sera mis en place doit permettre de suivre : <ul style="list-style-type: none">- les déchets générés par le chantier avec les informations sur les filières de valorisation ou d'élimination retenues et qui doivent être dûment autorisées à cet effet ;- les terres traitées in situ par lot (données quantitatives et qualitatives) ;- les terres venant de l'extérieur de la zone du chantier (dont les boues du bassin B 40000) comprenant des données qualitatives et quantitatives ;- la localisation du positionnement des lots dans le cadre de l'opération de réhabilitation ;- les informations sur les éventuels incidents ou accidents affectant le chantier et susceptibles de porter atteinte à l'environnement ou à la sécurité. Ce point fera l'objet d'un suivi après le démarrage du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Travaux de réhabilitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des opérations de préparation
Prescription contrôlée : Les travaux de réhabilitation sont réalisés conformément au mémoire de réhabilitation susvisé. Ces travaux consistent notamment : * au pré-traitement des résidus du bassin PPFO n°1 selon les modalités suivantes : - réalisation des travaux préparatoire, incluant la préparation du bassin (protection des boues contre les pluies), installation d'une tente de confinement accueillant le dispositif de malaxage ;
Constats : Lors de la visite, l'inspection a pu constater que les travaux préparatoires étaient en voie de finalisation. La tente de confinement est installée et a pu être visitée. Certains équipements de réduction des émissions diffuses et de traitement des polluants atmosphériques (composés organiques volatils ou COV) restent à installer avant le démarrage du chantier, notamment : mise en place des portes sectionnelles pour constituer un sas à l'entrée de la tente de confinement, mise en place des portes au niveau des box de traitement des lots de terres à l'intérieur de la tente de confinement, mise en place de l'unité de cryocondensation pour traiter les COV qui seront captés à l'intérieur de la tente. Le bassin temporaire étanche de récupération des eaux pluviales issues de la zone du chantier de prétraitement des boues du bassin B1-PPFO a également été aménagé. Il présente un volume d'environ 5000 m3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.2.I
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des sols
Prescription contrôlée : I.- Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par Un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : La zone de ravitaillement des engins a été aménagée. Elle comporte un réservoir double enveloppe de carburant d'un m3 positionné sur une aire dimensionnée pour recevoir les engins de chantier et aménagée étanche par une couverture de type PEHD, protégée par une couche de matériaux inertes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention et surveillance des émissions de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : Rhodia Opérations établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des points de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la visite, le plan de suivi de l'empoussièrement lié au chantier a été présenté. Ce suivi sera réalisé en continu par l'intermédiaire de 3 stations positionnées en limite de chantier au nord, au sud-est et au sud-ouest. L'inspection a visualisé un point de suivi lors de la visite (pas encore en fonctionnement) au sud-est. Ce point était également équipé d'une station météo pour permettre de disposer des conditions météorologiques permettant l'interprétation des résultats qui seront enregistrés. Ce point fera l'objet d'un suivi après le démarrage du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Limitation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : Les opérations de manipulation des boues sont réalisées sous une tente de confinement. Cette tente empêche la dispersion de COV dans le périmètre du site par l'intermédiaire d'un dispositif de ventilation et d'extraction correctement dimensionné, permettant de générer une dépression sous la tente. L'air pollué récupéré sous la tente est traité sur charbon actif avant rejet à l'atmosphère selon les limites prévues par le présent arrêté. Le traitement des boues est réalisé par un dispositif de malaxage capoté, équipé d'un système de récupération des gaz résiduels. Les gaz collectés au niveau du malaxeur sont condensés, traités.
Constats : Le protocole général et les mesures techniques mis en oeuvre pour limiter les émissions diffuses et traiter les émissions canalisées de polluants atmosphériques liés au chantier ont été présentés. Au niveau de la zone d'excavation, la pelle d'extraction des boues sera équipée d'un dispositif d'aspiration de l'air pour limiter les émissions diffuses de COV. Cet air sera ensuite dirigé vers une unité mobile de traitement sur charbons actifs. Les boues sont ensuite transportées par camion bâché vers la tente de confinement placée en dépression et équipée d'un sas. Les boues sont déchargées sur des aires étanches à l'intérieur de la tente, puis des lots homogènes sont constitués au sein desquels les additifs nécessaires au traitement sont ajoutés : carbonate de calcium, copeaux de bois et chaux. Les lots de terres sont ensuite positionnés au sein de box fermés à l'intérieure de la tente. Chaque box bénéficie d'une aspiration pour capter les émanations d'effluents gazeux issues du traitement des terres. Ces effluents gazeux, principalement chargés en composés organiques volatils, sont ensuite dirigés vers une unité de traitement constituée : d'une unité de cryocondensation (non installée le jour de la visite), de deux étages de traitement sur charbons actifs montés en série, de filtres à poussières. Une mesure de surveillance de la qualité des rejets à l'atmosphère est réalisée en sortie de traitement : surveillance quotidienne par l'intermédiaire d'un PID (détecteur à photoionisation) et suivi hebdomadaire par prélèvement. Ce suivi doit permettre de justifier le respect des valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral. Ce point sera suivi après le démarrage du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Surveillance de la qualité de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.4.IV
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution de l'air
Prescription contrôlée : La liste des polluants visés par cette surveillance environnementale est, au minimum, la suivante : benzène, toluène, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène et dichlorométhane, trifluorométhylbenzène, chlorobenzène et 1,2-Dichlorobenzène. Le programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 À de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé. La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement la population par les voies d'inhalation. Elle s'appuie sur une surveillance en continu en limite de chantier. Une surveillance hebdomadaire est également réalisée en limite de la plateforme chimique de Salindres Le nombre d'emplacements de points de mesure, les conditions dans lesquels les systèmes de mesure sont installés et exploités et, de manière plus globale, la stratégie de surveillance sont décrits dans le programme de surveillance. L'implantation spatiale des points de mesure doit être dûment justifiée au regard des modélisations de rejets de polluants atmosphériques et des conditions environnementales locales de façon à couvrir les zones de retombées maximales et de couvrir les zones habitées. Un emplacement positionné en dehors de la zone de l'impact du site et permettant de déterminer le bruit de fond est inclus au plan de surveillance.
Constats : La surveillance environnementale portant sur les paramètres figurant dans l'arrêté préfectoral a été présentée. Elle doit s'appuyer sur 4 points de mesures en périphérie du chantier positionnés dans l'axe nord sud des vents dominants, et un situé dans un périmètre plus éloigné en dehors de la zone d'influence pour disposer du bruit de fond. Les dispositifs de surveillance sont constitués de 2 préleveurs pour analyse en continu par chromatographie en phase gazeuse et 3 (dont le bruit de fond) dispositifs de prélèvement sur charbons actifs pour des analyses hebdomadaires. Les mesures de la qualité de l'air seront corrélées avec les données météorologiques mesurées localement par une station météo. Ce point fera l'objet d'un suivi après le démarrage du chantier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traitement des eaux issues des opérations de prétraitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/08/2021, article 4.5.III
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux polluées issues des opérations de traitement des boues de la zone PPFO n°1 sont constituées : - des eaux pluviales collectées dans le bassin PPFO n°1 - des eaux condensats issus de l'installation de traitement de l'air de la tente de confinement. Ces eaux sont collectées et font l'objet d'un traitement sur charbons actifs ou équivalent avant rejet. Ce dispositif de traitement est correctement dimensionné pour respecter les valeurs de rejets fixées au présent arrêté. Il fait l'objet d'un entretien régulier selon une procédure définie par l'exploitant. Ces eaux sont rejetées dans le respect des dispositions du présent article. En cas d'indisponibilité de l'installation de traitement, les rejets sont interrompus et les effluents évacués comme déchets selon une filière dûment autorisée. Les abords du chantier et notamment les voies de circulation entre le bassin B1 et la zone de traitement seront régulièrement nettoyées pour garantir l'absence de boues non traitées en dehors du bassin.
Constats : Les eaux polluées issues du traitement des boues (environ 30 m ³ de condensats liés au traitement de l'air issu de la tente de confinement sur la durée du chantier) sont récupérées et stockées avant d'être évacuées comme déchets vers une filière adaptée et autorisée. Les eaux pluviales polluées de la zone du bassin B1-PPFO sont collectées vers un bassin étanche temporaire qui a été aménagé. Ces eaux sont traitées sur une unité de charbons actifs. Les rejets sont réalisés vers les installations du GIE Chimie au sein de la plateforme chimique, par bâchées et après contrôle de leur qualité sur la base des paramètres et valeurs fixés dans l'arrêté préfectoral. Ce point fera l'objet d'un suivi après le démarrage du chantier.
Observations : L'exploitant doit encore préciser l'option qu'il va retenir pour stocker les condensats et confirmer les mesures mises en place pour prévenir: 1 les risques de pollutions des sols par l'intermédiaire d'un dispositif de rétention correctement dimensionné en cas de perte de confinement du stockage de condensats, et en précisant l'organisation mise en place pour récupérer les eaux d'extinction d'un éventuel incendie associé à ce stockage ; 2 les risques d'incendie. En effet ces condensats ont la propriété de liquides inflammables. A ce titre le POI de l'établissement Rhodia doit être mis à jour pour intégrer une fiche scénario associée à un incendie du stockage des condensats, en précisant la réponse opérationnelle apportée et les moyens de lutte adaptés mis en œuvre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet